

i.A.22.14.7.3. - PB/IA

x

x

Presse et Info.

1

Wochentelex 20/87 v e r t r a u l i c h

Résumé des entretiens entre une délégation du Conseil fédéral (Président de la Confédération, chefs du DFJP et du DFI) et le Président de la RFA, M. Richard von Weizsaecker ainsi que le MAE de la RFA, M. Hans Dietrich Genscher, le 4 mai 1987

Les entretiens étaient divisés en deux parties, avec le Président et le MAE d'abord, avec le MAE seul ensuite. Ils ont porté sur des questions de politique des étrangers et des réfugiés d'une part et les relations Est-Ouest et les développements en URSS d'autre part.

La CF Kopp et le Président v. Weizsaecker ont d'abord constaté que des mesures administratives permettaient de mieux maîtriser le problème des requérants d'asile, mais que l'afflux se poursuivait et que la Suisse et la RFA restaient des pôles d'attraction. Des mesures visant à améliorer la situation dans les pays d'origine du Tiers Monde devraient être envisagées pour freiner ces migrations, mais elles sont, aux yeux du Président v. Weizsaecker, particulièrement difficiles à réaliser. Le MAE souhaite en outre que l'ONU joue un rôle à cet égard. Si le Président von Weizsaecker a pu constater un recul de la xénophobie en RFA, Mme Kopp a fait état d'une montée de sentiments xénophobes en Suisse. En ce qui concerne les relations Est-Ouest, le Président von Weizsaecker s'est montré modérément optimiste quant aux développements en URSS. Ce pays se trouve confronté à une crise du

11.5.1987

30.88

Dodis

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

2

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

systeme, qui l'oblige à augmenter son efficacité. Il reste à voir si ce système peut vraiment s'ouvrir pour permettre une coopération plus étendue dans tous les domaines. Les aspects militaires ne doivent, selon M. von Weizsaecker, pas primer dans les pourparlers avec l'URSS, parce que le renforcement de la confiance dépend de développements dans tous les domaines. Le désarmement ne mène pas à lui seul à la paix, tandis que le contraire paraît plus probable. M. von Weizsaecker pense que l'Occident ne peut guère désavouer ses propositions faites il y a quelques années et reprises entretemps par l'URSS.

Le MAE Genscher a établi un lien entre l'amélioration des relations USA-URSS au début des années 70 et les avantages que l'Europe a pu en tirer (CSCE, Ostvertraege, etc.). Une chance similaire se présente actuellement, elle devrait être saisie pour arriver à plus de stabilité et de sécurité.

M. Genscher a par ailleurs exprimé le souhait que les N+N participent aux négociations sur le désarmement conventionnel, il a l'impression que les N+N se sentent plus particulièrement concernés par la suprématie soviétique dans ce domaine. En ce qui concerne l'évolution en URSS, M. Genscher parlait non de libéralisation, mais d'ouverture qui était dans l'intérêt de

Datum: _____ Visum: _____
Tel. intern _____

104 60 000 24605

An: EDA
Telegrammdienst
3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

L'Occident. La disparition du monopole de l'information et les nouvelles structures de production rendaient une modernisation inévitable. Etant donné que des succès restent difficiles à réaliser, le MAE Genscher pense que M. Gorbatchev cherche avant tout des progrès sur le front de la politique internationale.

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja Nein

Priorität

Norm. Dring. Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

4

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

80e session du Comité des ministres du Conseil de l'Europe
(6 et 7 mai à Strasbourg):

Cette session, à laquelle a participé du côté suisse Président de la Confédération, a principalement servi à faire le bilan et à donner des nouvelles impulsions aux activités du Conseil de l'Europe en matière de relations avec la CE, de lutte contre le terrorisme et de coopération concernant les mass médias. Les thèmes de politique étrangère ont été les relations est-ouest et la situation au moyen orient.

1. S'agissant des relations entre le Conseil de l'Europe et la CE, dont l'idée d'un renforcement remonte à une initiative suisse de 1985, les ministres ont approuvé des directives pour des coopérations spécifiques et des projets communs entre les deux institutions. Les principaux domaines concernent la coopération juridique, les mass médias, la culture, la jeunesse et l'éducation, la santé publique et les problèmes sociaux. Les ministres ont par ailleurs encouragé la conclusion rapide de nouveaux arrangements de contact avec la Commission de la CE.

Dans le cadre de l'examen des suites à donner au Rapport de la Commission Colombo, ils ont estimé que le Conseil de l'Europe devait élaborer des programmes d'action concernant les problèmes de la famille, ainsi que de l'éducation et de la formation des jeunes. L'attention des ministres a par ailleurs porté sur le renforcement de la protection des droits de l'homme et du fonctionnement des

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

5

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

organes institués par la Convention des droits de l'homme. Ils ont encouragé l'adoption rapide de la Convention européenne sur la prévention de la torture.

Le Conseiller fédéral Aubert a présenté, au nom de l'AELE (dont la Suisse assume la présidence), le rapport sur les activités de l'Association au cours des 6 derniers mois. Il a mis l'accent sur la nouvelle dynamique des relations entre l'AELE et la CE, suite aux impulsions données par la Conférence ministérielle AELE-CE d'avril 1984 à Luxembourg.

2. Pour ce qui est de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme, les Ministres ont demandé au Groupe des Conseillers, institué à la suite de la Conférence européenne des Ministres responsables de la lutte contre le terrorisme des 4 et 5 novembre 1986 à Strasbourg, d'activer ses travaux et d'aboutir rapidement à des résultats tangibles, notamment ce qui concerne la coopération judiciaire et l'examen des législations et pratiques nationales en vue de leur éventuelle harmonisation.

3. S'agissant de la coopération en matière de mass médias, les Ministres ont exprimé le souhait, dans le cadre du follow-up de la Conférence ministérielle européenne de décembre 1986 à Vienne, que l'élaboration d'un projet d'instrument juridique contraignant, couvrant entre autres les questions du droit applicable à la radio-

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

6

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

diffusion transfrontière et des mesures relatives aux programmes et à la publicité, puisse aboutir dans les meilleurs délais.

4. Dans leur discussion sur les relations est-ouest, à la lumière des développements les plus récents en Union soviétique, les Ministres ont exprimé l'espoir que quote une politique d'ouverture réelle puisse contribuer à fonder ces relations sur de nouvelles bases de confiance unquote. Ils ont souligné l'importance qu'ils attachent quote à la recherche de progrès réels permettant d'aboutir à des accords de désarmement équilibrés, vérifiables et efficaces, assurant une sécurité égale pour tous les Etats unquote.

En ce qui concerne le processus de la CSCE, les Ministres ont estimé que la réunion de Vienne quote devrait aboutir à un document substantiel et équilibré. Plutôt que d'essayer de formuler de nouveaux engagements, il importe de susciter une meilleure mise en oeuvre des engagements déjà souscrits dans l'Acte final d'Helsinki et de renforcer la vitalité du processus de la CSCE. Un saut qualitatif devrait être réalisé aussi bien dans la dimension humaine de ce processus qu'en ce qui concerne les aspects de sécurité unquote.

5. Enfin, les Ministres ont entendu un exposé de M. Tindemans, MAE de Belgique et Président du Conseil de la CE, sur ses contacts

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

7

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

avec divers pays du moyen orient, dans le cadre de sa mission au nom de Douze.

Visite Secrétaire d'Etat Brunner (BRE) aux Etats-Unis, 4-11 mai 1987.

A Washington, BRE a eu larges entretiens au State Department, notamment avec Secretary of State Shultz, Deputy Secretary Whitehead, Assistant Secretaries Ridgway (Europe), Holmes (politico-military affairs), Crocker (Africa). Au National Security Council (White House), notamment avec le Deputy National Security Adviser Powell. Au Congrès, notamment avec Congressmen Hoyer (Chairman CSCE-Commission), Fascell (Chairmann Foreign Affairs Committee), Senators Pell (Chairman, Committee on foreign relations) et Levin.

Entretiens ont principalement portés sur accord INF, csce, situation en Afrique du Sud, Irangate (d'autres questions font l'objet de notes non distribuées).

1. Questions accord INF.

Les autorités américaines ne veulent pas donner suite aux dernières propositions soviétiques sans achever consultations avec les alliés, en particulier la RFA.

Pour les LRINF, Américains ont rappelé leur accord pour solution

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

8

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Reykjavik. Préféreraient cependant toujours vraie solution zéro qui éliminerait problème du stationnement cent têtes nucléaires restantes soviétiques en Asie et américaines en Alaska, de même qu'elle simplifierait les vérifications. Cependant URSS ne désire toujours pas cette solution zéro.

Sur les SRINF, il n'existe officiellement toujours pas de position américaine. Cependant là aussi, USA ont préférence pour solution zéro. Ne veulent pas bousculer RFA, principal pays intéressé. Estiment sur un plan comptable que cette solution éliminerait d'Europe beaucoup plus d'armes nucléaires soviétiques qu'américaines. En outre, il est faux de croire qu'un accord qui contiendrait une double solution zéro signifierait dénucléarisation Europe, dès lors qu'il resterait, comme l'a souligné en particulier Shultz, 4600 charges nucléaires en Europe occidentale sans compter forward based systems et arsenaux britanniques et français.

Enfin, USA ne sont pas disposés à entrer en matière sur armes nucléaires de portée inférieure aux SRINF.

BRE a fait remarquer que si accord LRINF devait être conclu, il devrait être présenté comme succès occidental car il correspondrait à propositions issues de double décision OTAN 1979 et refusés par URSS tant à cette époque qu'en 1983 lors déploiement occidental. BRE a encore souligné importance d'expliquer que pour première fois depuis 1945, il s'agirait réductions et non plafonnement armements. Cette présentation a intéressé Shultz.

BRE a en outre indiqué à ses interlocuteurs que poursuite stratégie dissuasion nucléaire crédible reste indispensable à sécurité Europe

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

--

Seite-Nr.

9

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

face au déséquilibre conventionnel inhérent aux conditions géographiques. Equilibre dans armes conventionnelles sera en tout état de cause difficile à obtenir sur notre continent.

Enfin, USA prévoient grandes difficultés dans négociations sur vérifications accord INF. On peut donc se demander en fin de compte si accord pourra être réellement signé cette année encore.

2. Affaires CSCE.

Deux problèmes principaux font notamment obstacle à conclusion rapide conférence Vienne : questions du mandat pour conférence sur désarmement conventionnel et question droits de l'Homme (notamment proposition d'une réunion à Moscou sur ce thème).

Américains manifestent répugnance envers tenue conférence droits de l'Homme à Moscou. Ils entendent obtenir gages maximum dans ce domaine (notamment libération de tous les prisonniers politiques) avant même de discuter principe cet exercice à Moscou. La plus grande liberté d'accès possible pour journalistes et dissidents, ainsi que mécanisme d'annulation automatique de la réunion devraient être prévus pour le cas où URSS, après avoir consenti à conditions, ne les respecterait pas en dernière minute.

BRE a souligné importance que Suisse accordé au mandat d'une telle réunion qui ne devrait en aucune façon porter sur révision des textes CSCE actuels relatifs aux droits de l'Homme, mais s'attacher à mise en place de mécanismes visant à vérification de l'application de ces textes.

Question mandat désarmement conventionnel demeure principalement

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Nörm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

10

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

problème franco-américain puisqu'autres pays (blocs de l'Est y compris) auront en fin de compte attitude relativement flexible. Il ressort, surtout au National Security Council, qu'USA ne céderont pas à désir français subordonner réunion des 23 à processus CSCE et se rabattront plutôt sur poursuite MBFR actuels. Washington ne veut pas de discussions sur désarmement dans processus CSCE. BRE a rappelé position suisse sur question mandat, qui a fait objet nombreuses explications dans 'Wochentelex' précédents.

3. Afrique du Sud.

Crocker estime prématuré d'évaluer conséquences victoire Botha dans élections sud-africaines. Pense néanmoins que Botha ne modifiera guère ses positions alors qu'USA, pour travailler réellement avec gouvernement sud-africain, veulent d'abord de celui-ci des réformes majeures. Crocker estime également que question sud-africaine ne constituera pas priorité politique américaine, en tout cas pas avant année prochaine. S'est déclaré intéressé par position suisse qu'il faut maintenir dialogue et persuader Pretoria que changements sont dans son intérêt. Absence politique américaine est due à décision sur sanctions du Congrès.

4. Question ventes d'armes à Afrique du Sud par firmes suisses a été abordée par BRE tant au State Department qu'auprès congressman Fascell. BRE a indiqué volonté suisse coopérer avec USA si ces derniers pouvaient fournir preuve de leurs accusations et que s'ils ne le pouvaient pas, il valait mieux qu'ils se taisent. interlocuteurs

Datum: _____
Tel. intern _____

Visum:

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.L.

Absender

Seite-Nr.

11

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

américains embarrassés semblent avoir compris message.

5. Affaire "Irangate" et ses prolongements en Suisse (requête d'entraide judiciaire). BRE a exposé que personnes impliquées avaient encore quelques jours pour faire recours contre rejet de leur opposition à requête d'entraide. Fallait donc attendre. BRE a par ailleurs rappelé à ses interlocuteurs la nécessité de recourir aux voies de droit prévue notamment par l'accord bilatéral d'entraide judiciaire et expliqué une fois de plus pourquoi ne pouvions pas enter en matière sur requête d'information présentée par commission du Congrès.

6. Appréciation générale: administration américaine semble vouloir terminer sur succès politique étrangère, d'où son intérêt accord INF. Sur autres points politiques internationales, attitude non activiste semble être de mise, notamment en ce qui concerne Moyen-Orient, Afrique du Sud et autres foyers de crise. Bien que la raison leur commande de rester proche de l'Europe, le coeur ne semble pas toujours être de la partie. Politique de repli sur eux-mêmes due également à changements dans l'équilibre politique intérieur, de même qu'à une certaine déception sur plan économique et militaire envers Europe et Japon. Pour des raisons géopolitiques et de sécurité, il est important pour nous de faire ce qui est en notre pouvoir pour montrer à Washington qu'il n'existe pas en Europe que des pays ingrats ou des pays dont la critique est systématique.

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr.

12

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode

7. A New-York, le 5 mai, BRE a eu occasion s'adresser devant "Council on foreign relations" pour parler de la Suisse en tant que neutral state between the superpowers.

Datum: _____

Tel. intern _____

Visum: _____

An: EDA
 Telegrammdienst
 3003 Bern

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

Ja

Nein

Priorität

Norm.

Dring.

Flash

Faktura

Text erg.

F.I.

Absender

Seite-Nr.

13

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

Empfängercode

abschluss der uno-mission mit schweizerischer beteiligung zur ueberpruefung der vorwuerfe bezueglich des einsatzes chemischer waffen im krieg zwischen iran und irak

oberst imobersteg hat dem direktor der dio anlaesslich eines besuches in bern am 8.5.87 ueber die ergebnisse der unter der obhut des uno-generalsekretaers stehenden mission der expertengruppe berichtet, die sich zum dritten mal auf die kriegsschauplaetze in der golfregion begeben hat. der offizielle bericht duerfte in schriftlicher form via den uno-generalsekretaer in den naechsten tagen in new york erscheinen. oberst imobersteg hielt fest, dass sich aufgrund von analysen in iran erneut bestaetigte, dass irak chemische waffen eingesetzt haette. erstmals hielt sich jedoch die expertengruppe auch in irak auf, der nun gegen iran ebenfalls vorwuerfe bezueglich des einsatzes solcher waffen erhoben hatte. bodenproben zeigten zwar spuren von chemischen kampfstoffen hinter den irakischen linien, doch liess sich nicht feststellen, ob jene tatsaechlich durch iranische waffensysteme dorthin gelangt waren. im uebrigen erwaehnte oberst imobersteg jedoch, dass die auf chemische waffen zurueckgehenden verluste in diesem krieg, bei dem vorlaeufig keinerlei aussichten auf eine beilegung bestuenden, im vergleich zu den enormen ausfaellen durch konventionelle mittel relativ gering seien. ferner lobte er die ausgezeichnete zusammenarbeit mit den

Referenzen und Initialen

Adresse (für Telex an Dritte)

Chiffriert

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------

Ja Nein

Priorität

<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
--------------------------	--------------------------	--------------------------

Norm. Dring. Flash

Faktura

<input type="checkbox"/>

Text erg.

<input type="checkbox"/>

F.I.

<input type="checkbox"/>

Absender

--

Seite-Nr

14

Empfängercode

--

Empfängercode

--

Empfängercode

--

Empfängercode

--

Empfängercode

--

Empfängercode

--

UNO-Stellen und den anderen Angehörigen dieser Mission, die sich neben einem Vertreter des Generalsekretärs aus Experten aus Schweden, Spanien und Australien zusammensetzt.

CSCE

Après trois semaines d'interruption, la CSCE a repris ses travaux le 5 mai. La première semaine a été marquée par la stagnation du débat. L'Ouest n'est visiblement pas prêt à aller de l'avant dans le domaine de la sécurité militaire avant la réunion des Ministres de l'OTAN à Reykjavik à la mi-juin et l'Est en profite, tactiquement, pour se donner le beau rôle en réclamant des méthodes de travail (groupes informels de négociation et de rédaction) susceptibles de faire progresser la réunion. Il n'est d'ailleurs pas impossible que tel sera le cas prochainement dans les domaines non militaires de la Conférence. Dans une telle éventualité, tout progrès de rédaction se ferait 'ad referendum', sous réserve de l'issue favorable des négociations militaires.

De ce fait, la pression sur les N+N qui devraient fournir les coordinateurs se renforce et il faudra bien qu'ils arrivent rapidement à une répartition des tâches sous peine de se voir attribuer la responsabilité du retard. La délégation suisse est intervenue pour relever que la présence de coordinateurs ne servira à rien si elle n'est pas accompagnée de la volonté et des concessions politiques permettant d'aboutir. MUHEIM.

NNNN

Internationale Energie-Agentur (IEA), Paris, Ministerkonferenz
vom 10./11. Mai 1987

Die Schweiz wird am 10./11. Mai an der vom kanadischen Energieminister präsidierten Ministerkonferenz der Internationalen Energie-Agentur teilnehmen. Die schweizerische Delegation wird von Bundesrat Schlumpf geleitet werden. Der Delegation gehören ferner an Staatssekretär Blankart und Professor Zangger, Stellvertr. Direktor des Bundesamts für Energiewirtschaft.

Seit der letzten Ministertagung vom Juli 1985 ergibt sich damit für die Energieminister wieder eine Gelegenheit, gemeinsam eine Standortbestimmung vorzunehmen und die "Marschrichtung" für die Neunziger-Jahre abzustecken. Dies ist umso wichtiger, als insbesondere die letztjährige Entwicklung (Energiepreis-Verlauf, Tschernobyl) für die Energiepolitik eine teils veränderte Ausgangslage geschaffen hat.

Das zunehmende Ueberangebot am internationalen Erdölmarkt in der zweiten Hälfte 1985 hat im vergangenen Jahr zu einem massiven Erdölpreissrückgang sowie Preisschwankungen geführt. Prognosen zeigen die Möglichkeit - nicht die Gewissheit - dass noch für einige Zeit mit relativ niedrigen Oelpreisen gerechnet werden kann, mit entsprechenden Auswirkungen auf Investitionen und - wenn auch bisher bescheiden - auf Verbrauch und Förderung. Eine erneute Anspannung der Energiemärkte mit entsprechend ansteigenden Preisen sowie ein Wiederanstieg der Erdölimportabhängigkeit können längerfristig oder durch unvorhersehbare Ereignisse nicht ausgeschlossen werden.

Als wesentliche Themen stehen daher die Elektrizitätspolitik nach "Tschernobyl", die Auswirkungen tieferer Oelpreise auf die langfristige Versorgungssicherheit der Mitgliedländer sowie die Verbesserung des Notstandsystems als Vorsorge für den Fall von Oelverknappungen im Vordergrund.

Das am meisten erfolversprechende Rezept zum Schutz vor Energieversorgungsrisiken dürfte auch in Zukunft in der Verwirklichung einer ausgewogenen Energieversorgungsstruktur, v.a. durch Massnahmen zum Anreiz der Entwicklung heimischer Energieressourcen, zur Diversifizierung der Versorgungsquellen, Energieeinsparung und Beseitigung der Hemmnisse im Energiehandel liegen. Gleichzeitig soll ein noch

besserer Schutz gegen die Risiken kurzfristiger Unterbrechungen der Oelversorgung erreicht werden. Die Energieminister werden sich zudem sowohl mit dem Beitrag, den die Forschung und Entwicklung zu den energiepolitischen Zielsetzungen leisten kann, als auch erneut mit den Wechselwirkungen zwischen Energie und Umwelt befassen.

Wir werden Sie nach der Ministerkonferenz über deren Resultate informieren.

CH-91 Wie weiter?

Nach dem negativen Ausgang der Volksabstimmungen in der Inner-schweiz hat die Stiftung CH-91 vom Bundesrat den Auftrag erhalten, bis Anfang Juni 1987 ein neues Konzept auszuarbeiten. Sobald letzteres vorliegt, wird auch die Form der Teilnahme des Bundes an der 700-Jahrfeier neu überdacht werden müssen. Wir befinden uns somit in Wartestellung und werden Sie sobald wie möglich über das neue Konzept und das weitere Vorgehen informieren, insbesondere auch über die Zukunft der Auslandschweizerprojekte.

Treffen der High Level Contact Group EFTA-EG (HLCG) 7./8. Mai 1987 in Brüssel

Als EFTA-Sprecher fungierte Botschafter Philippe Lévy. Die EG-Kommission wurde durch den stv. Generaldirektor G.L. Giola vertreten. Die schweizerische Delegation stand unter der Leitung von Minister Jakob Kellenberger.

Die HLCG nahm eine Beurteilung der im Rahmen des Follow-up der Luxemburger Erklärung unternommenen Arbeiten der Expertengruppen vor und verabschiedete die Vorschläge, die aufgrund der in Genf im Dezember 1986 verabschiedeten neuen Zusammenarbeitsgebiete vorlagen.

In den traditionellen Bereichen (namentlich Abbau technischer Handelshemmnisse und Vereinfachung der Zolldokumentation) wurden die gemeinsamen Berichte der Experten ohne Meinungsverschiedenheiten verabschiedet. Auf allen Gebieten konnten Fortschritte registriert werden.

Auch wenn im Bereich des öffentlichen Beschaffungswesens keine konkreten Ergebnisse vorlagen, wurde von der EFTA-Seite die Bereitschaft der EG-Kommission zu vermehrter Zusammenarbeit mit Genugtuung zur Kenntnis genommen. Die EG-Kommission wies darauf hin, dass der Liberalisierung des öffentlichen Beschaffungswesens innerhalb der EG in nächster Zeit hohe Priorität zukommen werde.

Die Diskussion über die mengenmässigen Ausfuhrbeschränkungen im allgemeinen und die Liberalisierung der Exportbeschränkungen beim Buntmetallschrott im besonderen führte zum Beschluss, gleichzeitig Verhandlungen in beiden Bereichen aufzunehmen. Die schweizerische Delegation gab eine einseitige Erklärung ab über ihr Verständnis von "complementary negotiations". In dieser Erklärung wurde deutlich gemacht, dass die Schweiz nicht bereit sein wird, eine Vereinbarung im Buntmetallbereich abzuschliessen, bevor die Verhandlungen über die Einführung eines grundsätzlichen Verbotes mengenmässiger Ausfuhrbeschränkungen auf der Linie des schweizerischen Vorschlages von 1980 zu einem befriedigenden Abschluss geführt haben.

Die Diskussion über den Zusammenarbeitsbereich Forschung und Entwicklung hat erneut bestätigt, dass Industrien und Forschungsinstitute der EFTA-Länder sich nicht an den EG-Forschungsprogrammen ESPRIT, RACE und BRITE beteiligen können, bevor das EG-Rahmenprogramm 1987-91 verabschiedet ist. Die EFTA-Seite drängte auf eine rasche Bereinigung der Zusammenarbeitsmodalitäten.

Die erste Phase exploratorischer Gespräche über neue mögliche Zusammenarbeitsgebiete (staatliche Beihilfen, berufliche Fortbildung, geistiges Eigentum, Liberalisierung des Kapital- und Dienstleistungsverkehrs, Erleichterung von Grenzformalitäten für Personen) konnte kürzlich abgeschlossen werden. Die HLCG verabschiedete Leitlinien für die vertiefte Prüfung der Zusammenarbeitsmöglichkeiten auf den ersten drei Gebieten und beschloss die Weiterführung des Informations- und Meinungs-austausches auf dem Gebiet der Finanzdienstleistungen, der Liberalisierung des Kapitalverkehrs und der Erleichterung der Grenzkontrollen für Personen. Ferner beschloss die HLCG, neue Zusammenarbeitsmöglichkeiten auf dem Gebiet der Produkthaftung zu prüfen.

MUHEIM.

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

Interne Verteilerliste

Betrifft: **Wochentelex** **20/87** **vertraulich**

Bundesrat Aubert		CFA
Sekretäre Chef EDA	Herr Jaccard Herr Erard	JL ER
Politischer Direktor	Botschafter Brunner	BRE
Chef Sekretariat pol. Direktor	Herr Lorétan	LR
Koordination und Planung	Herr Schaller	SRU
Sekretariat pol. Direktor	Frl. Chollet	W 156
Rechtsberater	Botschafter Monnier	MX
Protokoll	Botschafter Manz Herr Barbey	MA BAC
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer Herr Speck	RY SPE
Politischer Dokumentationsdienst	Herr Schmalz	SZ
Kanzlei politisches Sekretariat		W 338
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Eautenberg Herr Faivet	LA FB
Politische Direktion		
Politische Abteilung I	Botschafter Pianca Herr Wyss Herr Faessler Herr de Dardel	PIA WS FCH DJ
Politische Abteilung II	Botschafter Rüegg Herr Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion für konsularischen Schutz	Herr Robert	RO
Auslandschweizerangelegenheiten	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Herr Ghisler Herr Flückiger	GH FK
Direktion für internat. Organisat.	Botschafter Muheim Minister Staehelin Minister Streuli	MF SIN STJ
Sektion Vereinte Nationen und internat. Organisationen	Herr von Graffenried	GV

Sektion internationale wissenschaftliche Angelegenheiten	Herr Creola	CRE
Sektion für internationale Umweltangelegenheiten	Herr Imm	IE
Sektion für kulturelle und UNESCO-Angelegenheiten	Herr Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Herr Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Herr Imhof	IH
Sektion Entschädigungsabkommen	Herr Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Herr Rubin	RC
Sektion Landesgrenze und Nachbarrecht	Herr Dubois	DS
Sektion Verkehr	Herr Hulliger	HG
Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger	Basel
Generalsekretariat	Botschafter Wermuth Herr Botschafter Freymond Herr Ruf	WER FRE RG
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals	Herr P. von Graffenried	GRD
Personalsektion	Herr Kaiser/Herr Reich	KA/RE
Sektion Bezüge und Zulagen	Herr Trinkler	TK
Verwaltungsinspektorat und konsularische Angelegenheiten	Herr Castelli	CS
Kuriersektion	Herr Scheurer	SR
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe	Botschafter Staehelin	SFR
Stellvertretender Direktor	Herr Wilhelm	WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland	Herr Blaser	BL
Vizedirektor	Herr Giovannini	GI
Vizedirektor	Herr Högger	HL
Informationsdienst	Herr Leuzinger	LP
Multilaterale Angelegenheiten	Herr Pasquier	PA
Sektion Internationale Hilfswerke	Herr von Muralt	MD
Integrationsbüro EDA/EVD	Minister Kellenberger	Ke

1 Ex. Délégation suisse près l'AELE, 1 Ex. Mission permanente, Genève
30 Ex. BAWI, Büro 81, Bundeshaus Ost (vom Wochentelex nur 31 Ex.)

(vom Wochentelex 1 Ex. an Raymond Probst, a. Staatssekretär,
Brunnadernstr. 76, 3006 Bern)

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN

Bern, den 12. Mai 1987

Informations- und Pressedienst

1.A.22.14.7.3. - HK/IA

VERSANDLISTE Sa 12 Mai 87 16'

Betrifft: Nochentelex 20/87 vertraulich

DIPLOMATISCHE VERTRETUNGEN

Abidjan	Djeddah	New York / UNO
Abu Dhabi	Dublin	Oslo
Addis Abeba	Guatemala	Ottawa
Akkra	Hanoi	Panama
Algier	Harare	Panmunjom
Amman	Havanna	Paris
Ankara	Helsinki	Paris / OECD
Asuncion	Islamabad	Paris / UNESCO
Athen	Jakarta	Prag
Bagdad	Kairo	Pretoria
Bangkok	Khartoum	Quito
Beijing	Kigali	Rabat
Beirut	Kinshasa	Rom
Belgrad	Kopenhagen	San José
Berlin DDR	Kuala Lumpur	Santiago de Chile
Bogota	Kuwait	Singapur
Bonn	Lagos	Sofia
Brasilia	La Paz	Stockholm
Brüssel	Lima	Strassburg / Europarat
Brüssel / Mission	Lissabon	Söul
Budapest	London	Tananarive
Buenos Aires	Luanda	Teheran + Fremde Inter.
Bukarest	Luxembourg	Tel-Aviv
Canberra	Madrid	Tokio
Caracas	Manila	Tripolis
Colombo	Maputo	Tunis
Conakry	Mexico	Warschau
Dakar	Monrovia	Washington
Damaskus	Montevideo	Wellington
Dar es Salaam	Moskau	Wien
Den Haag	Nairobi	Yaoundé
Dhaka	New Delhi	
		Genf / IO

GENERALKONSULATE:

Hong Kong	97 Vertretungen
Mailand	+ 5 Generalkonsulate
München	-----
New York	102 total
Frankfurt	=====

EIDGENOESSISCHES DEPARTEMENT FUER
AUSWAERTIGE ANGELEGENHEITEN
Presse und Informationsdienst

Bern, den 12. Mai 1987

i.A.22.14.7.3. - HK/IA

T E L E G R A M M

(CH)

Hochentelex 20/87

a) an die diplomatischen Vertretungen in:

- | | | |
|--------------------------------------|---------------------|--------------|
| - Accra | - Helsinki | - Rabat |
| - Addis Abeba | - Islamabad | - Riad |
| - Algier | - Guatemala | - Rome |
| - Amman | - Jakarta | - Santiago |
| - Ankara | - Kairo | - Seoul |
| - Athènes | - Kinshasa | - Stockholm |
| - Bagdad | - Lagos | - Teheran |
| - Bangkok | - Lima | - Tel Aviv |
| - Beirut | - Lissabon | - Tokio |
| - Bonn | - London | - Warschau |
| - Brasilia | - Luxemburg | - Washington |
| - Brüssel
(Botschaft und Mission) | - Madrid | - Wien |
| - Budapest | - Mexiko | |
| - Buenos Aires | - Moskau | |
| - Bukarest | - Nairobi | |
| - Canberra | - New Delhi | |
| - Caracas | - New York/Obser. | |
| - Colombo | - Ottawa | |
| - Dar es Salaam | - Oslo | |
| - Den Haag | - Paris (auch OECD) | |
| - Dublin | - Peking | |
| - Havanna | - Prag | |
| | - Pretoria | |

b) mit Kurier an alle übrigen diplomatischen Vertretungen sowie an die Generalkonsulate Hong Kong, New York, Mailand, München und auch an die Delegation in Panmunjom

c) an die Direktionen, Abteilungen und Dienste der Zentrale zur Information

d) an das Bundesamt für Aussenwirtschaft (BAWI) und das Integrationsbüro des EDA/EVD